

MOTION D'ORIENTATION POLITIQUE

La politique menée par Emmanuel Macron depuis 18 mois est une politique sans valeur(s).

Adepte de l'enfumage sémantique, la prétention à détenir le monopole de la description exacte de la réalité caractérise le discours du président dont l'arrogance et le mépris sont érigés en préceptes.

Comment ne pas alors comprendre la défiance dont il fait l'objet, accusé à juste titre de n'avoir aucune empathie pour les citoyens et de s'accommoder, voire d'accompagner un nouvel ordre mondial inégalitaire, individualiste et matérialiste.

Car, sous couvert d'apolitisme post-moderne, de pragmatisme et de rationalisation, une idéologie gouverne bien les réformes mises en œuvre : celle de l'autoritarisme néolibéral qui conduit la France tout droit à l'échec.

Même les économistes qui avaient inspiré son programme présidentiel ont pris leurs distances avant l'été en affirmant, dans une note confidentielle, que la politique menée était, à leurs yeux, déséquilibrée et ne mettait pas assez l'accent sur la question sociale.

Alors que les Français ne parviennent pas ou tout juste à boucler leur budget du fait des dépenses contraintes (*loyer, assurance, chauffage...*) qui ne cessent d'augmenter, la majorité présidentielle a choisi de faire reposer l'effort fiscal sur les classes moyennes et populaires... il n'en fallait pas plus pour

que cette injustice fiscale et sociale fasse exploser une colère accumulée depuis des années qui s'est cristallisée à travers le mouvement des « gilets jaunes ».

Ce mouvement social porte une nouvelle forme de contestation et d'intervention dans le champ politique qui devrait suffisamment interpeller le système partisan classique pour qu'il réfléchisse au traitement politique des revendications éparses qu'il porte .

A l'heure où le temps s'accélère et où les formes d'organisation et d'intégration étatique déclinent, il est urgent de redéfinir notre modèle de société et de repenser notre démocratie avant que les élites mondialisées n'aient tout détruit ou définitivement confisqué tous les pouvoirs de décision qui, comme la souveraineté nationale, appartiennent au peuple.

C'est pourquoi les gaullistes doivent avoir à cœur de permettre aux Français de retrouver la maîtrise de leur destin et le sens de la communauté nationale en valorisant toutes les formes d'implication et d'engagement et en leur proposant des orientations claires, audibles et efficaces .

N'en déplaise aux Cassandres, soutenir une politique de relocalisation industrielle et de relance économique dans le cadre de l'État-Nation, à l'opposé de la logique libérale et destructrice, ne fait pas de nous les défenseurs d'un modèle social dépassé.

Nous n'avons pas vocation à être une opposition parmi les autres mais à devenir le mouvement transversal, ouvert à toutes et tous, qui sera un outil au service de ceux qui souhaitent se réapproprier le débat public et refonder une citoyenneté active sur la base de ces positions sociales et républicaines.

Cette approche ambitieuse nous engage et implique aussi, nous concernant, que nous arrêtons de croire au mythe de l'homme providentiel qui nous fait regretter à longueur d'année qu'il n'existe pas un personnage de la dimension d'un général de Gaulle pour endosser l'immense responsabilité d'incarner la France.

Le renouveau ne pourra venir que de notre détermination et de notre volonté. C'est pourquoi nous entendons proposer la voie d'un rassemblement le plus large, dépassant nos querelles d'antan, pour construire le gaullisme du XXIème Siècle.

Plus que jamais, il nous appartient de réaffirmer notre singularité car l'illusion sociale-libérale qu'on nous vend comme la seule voie d'avenir n'est qu'une impasse mortifère.

Paris, le 1er décembre 2018